

OUM EL-BOUAGHI

145 faux importateurs condamnés à des peines de prison

Pas moins de 145 faux importateurs ont été condamnés à des peines de prison allant de 18 mois à 10 ans pour défaut de paiement de leurs impôts accumulés suite à des opérations d'importation de marchandises. Avec une fraude fiscale de plus de 800 milliards de centimes, les choses semblent de plus en plus compliquées au niveau de la wilaya d'Oum El-Bouaghi, l'une des plus touchées au niveau du territoire national par le phénomène des registres du commerce loués par de faux importateurs aux

vrais. Plus de 1 700 registres relatifs à l'importation ont été délivrés dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi et, comme tout le monde le sait, seules quelques dizaines de vrais importateurs exercent normalement, les autres sont tout simplement des fraudeurs qui ont acquis le registre dans le but de le louer. Dans le cadre de la lutte contre la fraude, la commission mixte impôts-douanes-commerce a récemment demandé au gouverneur de la Banque d'Algérie de prendre des mesures conservatoires à l'encontre de 39 importa-

teurs, pratiquement tous de la wilaya d'Oum El-Bouaghi, qui se sont avérés être des fraudeurs puisqu'ils sont inexistantes sur le terrain, du fait surtout que les personnes incriminées n'aient pas payé leurs droits à l'importation. Parmi ces faux importateurs, il y a un bon nombre de femmes qui ne savent probablement pas qu'elles risquent de se retrouver en prison.

Questionné au sujet des informations qui circulent et qui font état que des personnalités proches du pouvoir cherchent à influencer sur les respon-

sables locaux concernant les mesures prises en demandant à ce que le nom de leur protégé ou prête-nom ne figure pas sur la liste établie d'importateurs en situation litigieuse, le directeur des impôts de la wilaya d'Oum El-Bouaghi dira : "Nous n'avons jamais subi des pressions de qui que ce soit. Nous travaillons normalement."

Et les opérations de lutte contre la fraude fiscale que nous menons sont routinières et se poursuivront suivant la réglementation en vigueur."

Nasreddine Bakha

KHENCHELA

Contrebande de cigarettes

La gendarmerie de Khenchela a eu la main heureuse la semaine écoulée en interceptant une bande de contrebandiers de cigarettes. En effet, exploitant une information faisant état du transit prochain d'un groupe d'individus transportant une marchandise de contrebande, une souricière a été tendue.

Vers 4 h du matin, près de Oglat Baïra, au sud de Babar, localité située à égale distance entre la wilaya de Biskra et celle d'El Oued, les gendarmes en patrouille intercepteront un camion de couleur bleue. Contrôlé, il s'avérera qu'il était chargé de près de 7000 cartouches de cigarettes de marque étrangère. Deux personnes seront arrêtées, elles avoueront plus tard dans le procès-verbal d'audition avoir



ramené cette cargaison de Tamanrasset. Les éléments de la Gendarmerie nationale, presque une demi-heure après le premier coup de filet, vont intercepter à quelque 3 km de là un autre véhicule léger, une Peugeot 505. Deux personnes seront appréhendées,

transportant 5400 cartouches de cigarettes de différentes marques étrangères et 1500 cartouches de Rym de contrefaçon. C'est le même groupe qui opère avec des moyens de communication modernes tout en empruntant des chemins non fréquentés. Ce

sont de simples exécutants parmi d'autres recrutés à Chechar et Khenchela par des barons qui, selon nos informations, demandent aux personnes une fois arrêtées d'observer la loi de l'omerta. Une part de l'immense fortune acquise servira de retraite dorée pour ces gens une fois sortis de taule. Ce sont les règles du marché mis en place par la célèbre Marlboro Connection, qui inspire le respect (!) des uns, la crainte des autres, tout en soudoyant certains.

L'estimation financière de ce coup de filet avoisine les 8.500.000 DA.

La marchandise, quant à elle, devrait être remise aux services de la douane. L'enquête suit son cours.

A. Maâchi

MILA

Contrat honoré pour Nour-Béni-Haroune

Retenue parmi les treize associations au niveau national dont les projets soumis ont été évalués par l'expert chargé de l'appui à la gestion du fonds des projets (EAGF) dans le cadre du programme Meda I, l'association Nour-Béni-Haroune pour la protection de l'environnement, l'aménagement et l'urbanisme, qui préside le D^r Boukazoula, vient de livrer la troisième et dernière fontaine publique de son projet intitulé "Revalorisation des ressources hydriques en zones rurales dans les communes de Grarem, Hamala et Sidi Merouane dans la wilaya de Mila". Il s'agit du captage et de

l'aménagement de sources naturelles à régime permanent, et ce, par la construction de trois fontaines publiques à Annouche Ali (Grarem), Ain Beïda (Hamala) et Ferdoua (Sidi Merouane) avec confection de bassins qui servent d'abreuvoirs aux animaux et des bassins d'accumulation pour l'irrigation.

L'objectif étant l'alimentation en eau potable de plusieurs centaines de foyers, l'abreuvement de plusieurs milliers de têtes d'animaux et l'irrigation de dizaines d'hectares.

Le coût de ce projet est de 4.788.592 DA, financé à hauteur de 80 % (3.830.874 DA) par le programme Meda

et 20 % par l'association. Ce projet, qui a démarré en août 2003, avait un délai d'exécution de 18 mois. L'association a non seulement respecté scrupuleusement les délais, mais en plus réalisé un travail de haute facture (en pierre taillée) et d'une utilité avérée : création de réseaux locaux d'AEP et d'irrigation, développement de cultures biologiques vivrières et commerciales par la mise en valeur des terres, le développement du cheptel par l'encouragement de l'activité de l'élevage, l'amélioration du niveau de vie grâce à un autodéveloppement durable, d'où l'amélioration de l'hygiène et de la santé

des populations ciblées, ainsi que leur sédentarisation et stabilisation. Des objectifs, en somme, nobles et téméraires, après tout ce qu'a enduré notre monde rural pendant plus d'une décennie. Avec des moyens dérisoires et une volonté à toute épreuve, l'association Nour-Béni-Haroune, dont la consistance et la crédibilité sont reconnues par tous, donne un bon exemple d'efficacité et de sérieuse prise en charge des affaires de la population; d'autres projets similaires sont déjà envisagés. Le mouvement associatif et la société civile sont donc vivement interpellés !

A. M'haimoud

BARIKA

1600 cas de leishmaniose dans un environnement insalubre

La commission de wilaya de Batna s'est récemment réunie au siège de la wilaya pour débattre de la lutte contre les maladies transmissibles par voie animale et a décidé d'organiser une rencontre dans les prochains jours à Barika. Il s'agira lors de cette rencontre de la mise au point de démarches concrètes concernant la maladie de la leishmaniose qui fait des ravages dans la région des Aurès avec plus de 2 100 cas relevés rien qu'en 2004.

En effet, Barika détient le record avec 1 600 personnes touchées par la leishmaniose, une maladie cutanée connue sous le nom du "clou de Biskra" et qui est causée par les piqûres d'un insecte.

Du fait qu'elle soit limitrophe à la wilaya de Biskra, la région de Barika souffre beaucoup de la leishmaniose, même si le nombre des cas a sensiblement chuté comparativement à 2003 où on a enregistré plus de 3 600 cas rien que dans la commune de Barika. Des mesures urgentes doivent être prises pour protéger la population contre cette maladie qui laisse des traces indélébiles et le traitement simple coûte cher à l'Etat puisqu'il tourne autour de 2 millions de centimes par cas.

Des opérations de lutte contre la leishmaniose débuteront le 15 avril 2005 par le traitement à l'insecticide qui permettra, selon toute évidence, de casser le cycle de développement de l'insecte à commencer par la période larvaire.

Cette opération ne sera efficace que si d'autres mesures sont prises par les APC, à savoir garantir la propreté, en procédant au nettoyage des quartiers et des habitations construites anarchiquement avec enlèvement systématique des ordures et élimination des eaux stagnantes entre autres.

La commune de Barika qui est la plus concernée parmi les 61 autres de la wilaya de Batna a été invitée à initier des opérations durables pour la propreté de la ville car l'environnement est tellement insalubre, selon les constatations, qu'il constitue un danger permanent pour la santé des citoyens menacés de ce fait non seulement par la leishmaniose mais aussi par diverses autres maladies contagieuses.

Nasreddine Bakha

ANNABA / PARTIS POLITIQUES

Le PRA renaît de ses cendres

Après une éclipse de plusieurs années et une déconfiture à l'origine de son absence aux dernières élections locales, le Parti du renouveau algérien (PRA) à Annaba, après le retour de certains de ses militants de la première heure, exclus des rangs pour différentes raisons liées essentiellement aux orientations idéologiques et positions vis-à-vis des questions politiques, semble décidé à refaire surface sur la scène locale.

C'est d'ailleurs l'objectif de la nouvelle équipe désignée par le secrétaire général du PRA, et dont les membres s'attendent à mettre en place une stratégie à même de permettre au parti de retrouver sa place parmi les autres formations politiques qui, il faut le souligner, sont en perte de vitesse à l'exemple du Hamas de Bouguerra Soltani et d'El-Islah de Abdallah Djaballah, lesquels enregistrent des

désertions au sein de leurs troupes. Le PRA, qui a troqué le "pigeon" contre le "chameau" depuis la crise de direction qui l'a secoué, s'est résolument aligné sur les thèses et positions du président de la République Abdelaziz Bouteflika et est en train de réunir à Annaba les signatures en faveur des projets relatifs à la réconciliation nationale et l'amnistie générale. La direction du PRA à Annaba fait ainsi état de la collecte de plus de 28 000 signatures en faveur de ces deux projets.

Une chose est sûre, l'alignement du PRA sur les thèses du pouvoir à El-Mouradia sera un des atouts qui permettra à ce parti de repartir à la conquête d'un électoral qualifié de "ghachi" par le fondateur du parti Nourredine Boukrouh, actuel ministre du Commerce.

Nabil Kebaili